

en revue

Lectures

ESPRIT

Mars-avril 2004, n° 3-4, 345 p.

Esprit consacre un volumineux dossier (près de 280 pages) à « La ville à trois vitesses: gentrification, relégation, périurbanisation ». Trois parties scandent l'ensemble: « La France après la politique de la ville », « La mondialisation et l'avenir des métropoles », « L'Europe, la démocratie et la civilisation urbaine »

Aujourd'hui, on ne lit plus la ville comme l'œuvre d'un « architecte secret », le capitalisme. L'effet de l'économie se traduit davantage par des

dysfonctionnements. Les cités ouvrières sont devenues le lieu de relégation des perdants et des minorités ethniques. L'échec de la politique de la ville des années quatre-vingt et nonante s'explique parce que le lien entre les « quartiers sensibles » et le reste de la ville, surtout les quartiers du centre en cours de gentrification, n'a pas été envisagé.

Par « gentrification », on n'entend pas tant l'embourgeoisement de quartiers centraux qu'une transformation de leur composition sociale et un processus de réhabilitation d'un bâti dégradé.

Jacques Donzelot, dans son article dont le titre reprend l'intitulé général du dossier, décrit les trois types de lieux à partir de quatre éléments qui entretiennent la rupture avec les autres : une manière d'être « entre soi », l'attitude par rapport à la mobilité, à la sécurité, la relation avec l'école.

Thomas Kirzbaum compare les politiques française et américaine en faveur des quartiers défavorisés. La politique française de la ville présente des analogies avec l'*affirmative action* — rejetée au nom des principes

républicains, mais reconnue pour la justesse de son objectif — mais elle privilégie l'intégration par la ville, c'est-à-dire en favorisant la redistribution de l'espace au nom de la mixité sociale, en négligeant la participation des pauvres à l'échange productif, à la différence des *empowerment zones* américaines.

La mondialisation observe Oliver Mongin, ne se réduit pas à un phénomène strictement économique: elle a des retentissements culturels, politiques, migratoires et territoriaux.

La reconfiguration via la tripartition périurbanisation-relégation-gentrification à l'œuvre en France est perceptible au niveau global et elle peut se lire comme les effets de la mondialisation. Le dossier envisage donc une multiplicité de scénarios hétérogènes dans le monde à travers l'analyse de plusieurs grandes villes. À l'heure de la mondialisation, le primat est mis sur les flux: la ville aujourd'hui n'existe que raccordée à des flux qu'elle ne contrôle plus. La ville globale correspond « à la demande croissante de services dans les entreprises de tous les secteurs, et [au] fait que les villes sont les sites choisis pour la production de tels services [...] ». Les villes sont en réseaux hiérarchisés et interconnectés au sein de l'économie mondialisée. Elles sont le symbole du « glocal », d'un local parfaitement en phase avec la mondialisation. La ville globale donne une visibilité à la globalisation et s'inscrit dans une « économie d'archipel », où les villes européennes sont marginalisées. Désormais, ce sont les villes globa-

les et non plus les États qui figurent les nouvelles « centralités » du réseau économique mondial. Cependant, la tripartition qui provoque un processus de fragmentation n'est peut-être pas inéluctable. La réagglomération exigera des réponses politiques.

La troisième partie enfin se penche sur le destin de la démocratie. Qu'advient-il du destin de la démocratie à travers les métamorphoses de l'urbain? L'urbain est de moins en moins synonyme de cité, d'appartenance à une même communauté. La flânerie, comme le montre Thierry Paquot, devient un luxe. Claude Lefort, quant à lui, revient sur les liens noués entre la ville, la civilisation européenne et la démocratie et Olivier Mongin rappelle le caractère matriciel de la ville démocratique. Démocratique au sens où son rôle essentiel est d'agglomérer du divers, de le solidariser et de contribuer à l'égalité entre les citoyens. Il ne suffit pas d'en appeler à la démocratie; il faut créer les conditions matérielles, spatiales, architecturales qui

rendent possibles les relations entre les habitants. Marcel Hénaff clôture le dossier en montrant qu'au cours de l'histoire et à travers les formes des villes, la ville « se construit et s'organise pour être un monde » à travers trois figures essentielles: la ville-monument, la ville-machine et la ville-réseau. Il s'interroge sur le devenir de l'espace public construit comme espace public à l'heure de l'information, c'est-à-dire d'une « communauté de corps absents ».

H. S.

ENJEUX INTERNATIONAUX

Trimestriel, 1 / 2004, n° 3
<http://www.enjeux-internationaux.org/>

Le premier numéro de l'année du (tout jeune) trimestriel *Enjeux internationaux* consacre un dossier à l'Afrique du Sud, dix ans après les premières élections démocratiques dans ce pays et alors que la troisième édition de ce rendez-vous électoral vient de renforcer l'African National Congress (69,68 % des votes exprimés) au pouvoir. Une mise en perspective qui réunit quelques-unes des meilleures plumes journalistiques sud-africaines.

« 1994 – 2004.

Le rêve et l'histoire »

Le titre choisi par la revue pour son dossier sur l'Afrique du Sud met en évidence que si, pour certains, la transition du régime d'apartheid vers la démocratie a constitué un rêve inespéré, la rencontre de ce rêve avec l'histoire doit encore se concrétiser sur le long terme, au vu des défis intérieurs et régionaux auxquels l'Afrique du Sud de l'African National Congress (A.N.C.) est

confrontée. Quel bilan peut-on tirer de ces dix années de sortie d'un régime raciste qui avait fini par lever contre lui ce que Nelson Mandela a appelé « la plus importante croisade en faveur des droits humains depuis la Seconde Guerre mondiale » (malgré certaines amitiés entretenues en Occident avec les anciens maîtres de Prétoria, notamment en Belgique au sein du Vlaams Blok mais aussi du C.V.P. et du P.V.V., ce qu'un article de Jean-Paul Marthoz rappelle fort à propos)?

Les réponses apportées à cette question, si elles présentent des inflexions diverses, ne peuvent que reconnaître une chose, à l'instar ce qu'écrit Mathata Tsedu (un des journalistes « les plus en vue » du *Sowetan*, le premier quotidien anglophone du pays) dans un papier critique sur la Commission vérité et réconciliation, « le plus grand exploit des dix dernières années n'est pas ce qui est arrivé, mais ce qui n'est pas arrivé. Les efforts de Mandela pour apaiser les craintes des Blancs ont sauvé le pays d'une conflagration raciale ».

À l'autre bout du spectre des analyses réunies par *Enjeux internationaux* sur le bilan de ces dix dernières années, Allister Sparks, un auteur prolifique sur l'histoire politique de l'Afrique du Sud, estime que « si l'on juge les succès et les échecs de la nouvelle Afrique du Sud selon des critères raisonnables, la balance penche en faveur des réussites ». La première d'entre elles est d'avoir démenti dans les faits « les prédictions apocalyptiques sur le bain de sang dans lequel le pays finirait sûrement un jour ». Si les *Cassandre*, à l'afro-pessimisme compréhensible, se sont fourvoyées, c'est notamment parce que l'A.N.C. est un des rares partis en Afrique « à ne pas fonder son pouvoir sur une base tribale ». Selon A. Sparks, il faut mesurer la véritable portée de l'exploit qui n'est pas seulement d'avoir mis fin à un régime de ségrégation raciale, que l'on a trop souvent rapproché de celle qui a sévi aux États-Unis, mais surtout d'avoir pu trouver un compromis politique dans « une lutte entre deux nationalismes ethniques pour s'appro-

prier le pays ». Ce serait fondamentalement sur cette lutte que se fondait l'apartheid. L'analyste préfère dès lors comparer la réussite sud-africaine à d'autres situations dans le monde comme les conflits en Irlande du Nord, à Chypre, au Sri Lanka et surtout en Israël-Palestine. Sur ce dernier point, il aurait peut-être été plus prudent de rappeler que la comparaison a malgré tout des limites, l'écheveau israélo-palestinien se chargeant de dimensions nationales, religieuses et géostratégiques autrement plus complexes et prégnantes

Les échecs

A. Sparks pointe aussi les échecs, réels, du nouveau pouvoir sud-africain. Et tout d'abord son « comportement déplorable, voire criminel » durant toutes ces années de déni de la réalité du sida. Joanne Csete, directrice du programme V.I.H./sida à Human Rights Watch, enfonce à juste titre le clou en soulignant que « même les programmes sanitaires les plus élémentaires et les moins coûteux ont été négligés par l'État », ce que l'énormité du cynis-

me des multinationales pharmaceutiques a parfois eu tendance à masquer. On se souvient du président Thabo Mbeki déniait tout lien entre le V.I.H. et le sida ou attaquait les antirétroviraux pour leur « toxicité » et semblant « vouloir revenir sur ses positions, avant de lancer une idée plus saugrenue encore avec le soutien de sa ministre de la Santé publique ». La société civile sud-africaine aura finalement eu raison de cette attitude mais les modalités de mise en œuvre du programme national de traitement par antirétroviraux se font toujours attendre. L'article souligne surtout que l'extension de l'épidémie (responsable de 40 % des décès des adultes en 2001 et qui tuera 7 millions de jeunes Sud-Africains d'ici 2010) « est également accentuée par un autre fléau, la violence sexuelle contre les femmes ». Selon la Banque mondiale, la maladie pourrait provoquer d'ici trois générations « un effondrement total de l'économie ».

Malgré un taux annuel de croissance de 3 % et une reconversion accélérée face à la chute du

prix de l'or, le domaine socioéconomique est aussi pointé parmi les failles, et les défis, par A. Sparks pour lequel « le fossé entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui ». Dans un article sur Johannesburg, la capitale économique du pays, Valérie Hirsch constate que « les hôtels et les sociétés privées ont émigré à Sandton, un quartier résidentiel à trente kilomètres au nord de la ville » où les buppies (les black yuppies, la nouvelle bourgeoisie noire) ont adopté le même style de vie que leurs voisins blancs. « À Sandton, la ségrégation par le portefeuille tend à remplacer la discrimination raciale ». Dernier grand échec selon Sparks: en matière de politique extérieure, « l'Afrique du Sud n'a pas été en mesure de gérer efficacement la crise traversée par le voisin zimbabwéen confronté à un effondrement économique et à un régime tyrannique ».

Sur ce dernier plan, Brownen Manby décrit la transformation d'une politique étrangère que l'on disait en 1994 fondée sur les droits de l'homme à une vision

éminemment plus réaliste, attentive aux intérêts économiques, à l'influence régionale du pays et à une certaine africanité. Les critiques internationales du président zimbabwéen Robert Mugabe sont ainsi vues, depuis Prétoria, « comme reposant principalement sur la défense des intérêts des propriétaires blancs », notamment parce que la question de la redistribution des terres (réalisée de manière brutale par Mugabe) continue à être particulièrement explosive en Afrique du Sud même. Celle-ci semble aujourd'hui projeter son modèle de transition globalement pacifique sur le Zimbabwe, au prix de la reconnaissance des résultats d'élections pourtant manifestement problématiques. « C'est oublier, note l'analyste, comme le montre pourtant l'histoire de la lutte antiapartheid qu'une caste dirigeante autoritaire refuse de négocier et de relâcher son emprise sur le pouvoir si elle n'est pas soumise à une forte pression internationale ».

Le processus de la Commission Vérité et réconciliation fait aussi débat, certains, comme

Mathata Tsedu, soulignant que « la réconciliation ne peut avoir lieu entre personnes qui ne sont pas sur un pied d'égalité ». C'est là un des plus grands défis du président Mbeki qui a dans les cinq dernières années mis l'accent sur « la discrimination positive et l'autonomisation noire ». Cette politique de « déracialisation de l'économie » heurte certains Blancs, particulièrement dans les catégories que cette option menace de paupérisation. Mais A. Sparks qualifie ces plaintes d'irréalistes, l'A.N.C. (essuyant aussi certaines critiques pour la lenteur du processus dans ses propres rangs) ne pouvant se résigner à laisser subsister les inégalités causées par l'apartheid.

D. C.